

Lutte de classe

Sans « but de classe » les syndicats défendent « l'ordre et le régime bourgeois »

Voici un extrait commenté de la résolution du IV^e congrès de l'Internationale Communiste qui pourrait alimenter la discussion sur l'orientation du syndicalisme. Il porte sur le *neutralisme et l'autonomie* des syndicats par rapport au parti et ses conséquences pour le prolétariat et le mouvement ouvrier.

1- L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

Explication. Pourquoi est-il précisé à la fin de la première phrase que les buts économiques que poursuit le prolétariat dans les syndicats sont dépourvus de « visées de classe » ? Parce que les revendications immédiates, les revendications démocratiques bourgeoises ne sont pas incompatibles avec la survie du régime capitaliste, elles ne remettent pas en cause les fondements du système d'exploitation basée que la propriété privée des moyens de production. Certes elles empiètent sur les profits des capitalistes, mais pas au-delà. Or le but du combat du mouvement ouvrier est d'émanciper la classe ouvrière des rapports sociaux d'exploitation capitalistes, de mettre un terme à la division de la société en classes sociales qui est à l'origine de la servitude et de l'oppression du prolétariat. On pourrait ajouter que les revendications économiques habituellement avancées ne dépassent pas le cadre fixé par le système économique en place, elles tendent donc à le légitimer au lieu de s'inscrire dans une perspective politique brisant ce cadre.

En résumé, refuser de donner un « but de classe » aux syndicats, cela revient à scinder le mouvement ouvrier en deux, à le diviser, à l'affaiblir, à le priver d'une partie considérable de ses forces pour mener son combat contre la classe des capitalistes. A qui profite le crime ? L'absence de « but de classe » coïncide également avec la théorie réformiste de Bernstein, il y a un siècle, pour lequel le mouvement était tout et le but n'était rien. Lire à ce propos la critique que Rosa Luxemburg en avait faite.

Comme à lui tout seul le syndicat ne peut pas abattre le capitalisme, parce qu'il faut impérativement au préalable abolir les institutions politiques qui soutiennent le capitalisme et que cet objectif déborde le cadre dans lequel le syndicat combat, celui de l'entreprise, si le syndicat est coupé du parti, il se retrouve coupé de l'objectif du combat du parti, affaiblissant du même coup le combat du parti qui a lui seul ne peut pas entraîner l'ensemble des masses pour vaincre... Il ne faut pas oublier que les masses commencent par se mobiliser sur des revendications économiques ou sociale, c'est ensuite seulement qu'elles se mobilisent sur le plan politique, on comprend dès lors quelle est l'utilité et l'avantage de l'y avoir préparé longtemps à l'avance.

Qu'il faille mener une « lutte à mort » contre la théorie de l'indépendance des syndicats par rapports aux partis de la classe ouvrière, constitue un appel à mener le combat sans répit contre les opportunistes et les centristes qui défendent cette thèse liquidatrice. Que cette théorie soit réactionnaire, étrangère à la classe ouvrière, étrangère au marxisme révolutionnaire, indique clairement que ses adeptes ne sont rien d'autres que de vulgaires réformistes au service de la bourgeoisie ou des renégats du marxisme, ce qui revient au même.

Ne pas combattre dans les syndicats dans la perspective du renversement du capitalisme, revient de fait à capituler devant la bourgeoisie malgré de faux airs prolétariens, révolutionnaires ou anticapitalistes. On pourrait dire encore, que c'est dans l'ordre des choses que ceux qui refusent d'adopter cette perspective révolutionnaire sont justement les mêmes qui soutiennent la théorie de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, et qui refusent de remettre en cause le financement des syndicats par l'Etat, tout est lié en somme et s'explique facilement. Quand on est lié à l'Etat, on ne va pas combattre pour le renverser, c'est logique, pour masquer le tout, aussi grotesque que cela soit, on va continuer de prétendre qu'on est indépendant de l'Etat et le tour de passe-passe pour tromper militants et travailleurs est joué.

2- Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

Explication. On comprend ainsi en lisant ces lignes, pourquoi Sarkozy et son gouvernement peuvent dormir tranquillement sur leurs deux oreilles, et cela malgré la crise actuelle du capitalisme. Non seulement les syndicats n'entendent pas combattre contre l'Etat et le gouvernement, mais en plus ils sont totalement subordonnés aux institutions de la Ve République. Remarquez bien qu'en agissant de la sorte, ils font effectivement de la politique, la politique de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Le syndicalisme conserve une place prépondérante – cela ne signifie pas déterminante, au sein du mouvement ouvrier et de la société, dans la mesure où il rassemble encore des centaines de milliers de travailleurs, tandis que l'ensemble des partis se réclamant de la classe ouvrière n'en organisent qu'une infime minorité. D'où l'importance pour la classe dominante au pouvoir de contenir la classe dans le cadre du corporatisme, de lui interdire de situer son combat dans les syndicats dans une perspective qui se situerait au-delà du régime capitaliste en réalisant l'unité avec son ou ses partis combattant pour le socialisme.

En combattant sans se donner comme objectif le renversement du capitalisme, le syndicalisme sera toujours incapable d'unifier l'ensemble du prolétariat, ce qui sur le plan politique ne pourra profiter qu'aux ennemis de la classe ouvrière. A l'opposé, le patronat fortement organisé et conscient de ses intérêts de classe, n'hésite pas à placer ses syndicats au service des partis du camp de la réaction et du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Ils poursuivent bien le même but et n'en font pas mystère : assurer la survie du système économique et permettre aux capitalistes d'accumuler des profits au détriment des exploités.

Si maintenant l'indépendance de classe des patrons par rapport à l'Etat n'existe pas, l'Etat n'étant pas situé au-dessus des classes mais au service de la classe dominante, il va de soi que l'indépendance des syndicats ouvriers par rapport à l'Etat devrait être un principe qui ne devrait connaître aucune exception. Dans le cas contraire, cela reviendrait à se placer dans le même camp que nos ennemis pour les combattre, autrement dit, à trahir les intérêts de la classe que l'on est censé représenter.

3- Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

Explication. On constatera que les partis à l'instar du PT, puis du POI, qui ont intégré des éléments anarchistes ou anarcho-syndicalistes dans leurs rangs ou pire dans leurs directions (dès l'époque de l'OCI, A. Hébert par exemple), sont devenus incapables de défendre le communisme qui concentre à lui seul le combat du mouvement ouvrier et son objectif. Ils n'ont pas seulement « *détourner le mouvement ouvrier de la voie politique* », ils sont devenus étrangers aux intérêts collectifs du prolétariat, à la classe elle-même, ils poursuivent un autre but, un but conforme au maintien du régime en place.

Les auteurs de ces lignes ne fabulaient pas. 70 ans plus tard environ, le responsable syndical de l'union départemental Force ouvrière de Loire-Atlantique, Alexandre Hébert, anarcho-syndicaliste et membre de la direction de l'OCI-PCI, dira dans une interview à *Libération* ou *Ouest France*, je cite de mémoire, que si la classe ouvrière parvenait un jour au pouvoir ce serait pour doter le pays d'un régime stalinien et qu'il ne pourrait pas en être autrement, ce qui signifiait clairement qu'il se prononçait contre le combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat, autant dire pour que nous devrions vivre éternellement sous un régime capitaliste. Quelque temps plus tard, il s'illustrera en donnant une interview au magazine du Front National, National Hebdo, ce sera aussi un responsable du FN qui lui servira de biographe officiel.

Dites-moi, à part l'anticommunisme et permettre à tous les partis de noyauter les syndicats à l'exception d'un parti révolutionnaire, à quoi peut bien servir d'autres l'indépendance des syndicats par rapport aux partis prôné par Hébert et consorts ?

4- Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

Explication. On a ici la définition des syndicats FO et CFTC, principalement, qui ont été constitués en opposition directe au communisme, à la faveur de la montée en puissance du mouvement ouvrier révolutionnaire qui a suivi la révolution russe en ce qui concerne la CFTC, en 1919, pour contrer le mouvement ouvrier révolutionnaire après la seconde guerre mondiale pour FO, en 1947, favorable au plan Marshall de reconstruction ou de consolidation de l'Etat bourgeois. La CFDT s'inscrira en 1964 dans la même démarche. La marque de fabrique de ces syndicats demeure l'anticommunisme.

Quant à la CGT, à la faveur de la contre-révolution menée par Staline à l'intérieur du mouvement ouvrier internationale dès le milieu des années 20, il profitera de l'aura de la révolution russe pour transformer la CGT en un instrument au service de la politique de la bureaucratie du Kremlin, l'inféodant totalement ou presque au PCF.

Il est intéressant de constater que la Charte d'Amiens n'a pas protégé la CGT de l'emprise du stalinisme, par contre elle a su la préserver de l'influence du marxisme. Cette charte mise en oeuvre au départ par les réformistes et les anarchistes n'a finalement servi qu'aux intérêts des ennemis du prolétariat, qui successivement ont pris le contrôle de ce syndicat.

Dès lors que le syndicalisme révolutionnaire était étouffé, ses militants réduits au silence ou exclus, la question de créer un nouveau syndicat se trouvait directement posée. J'avais avancé timidement cette hypothèse lors d'une précédente causerie et dans un article, en réalité, si j'avais relu plus tôt la résolution du IV^e congrès de l'IC, je me serais rendu compte qu'elle avait été envisagée sérieusement par ses auteurs, autrement dit Lénine et Trotsky notamment. La possibilité d'une scission du syndicat y est abordée clairement, alors que pour la majorité des militants cette question demeure un sujet tabou.

Partant de ce constat qui rejoignait ma propre réflexion, on doit s'interroger sur le processus qui a conduit des militants à rejoindre FO dès 47 et les années qui suivirent l'épuration de la CGT de ses éléments réformistes ou révolutionnaires. On peut concevoir que ces militants n'aient pas eu le choix une fois qu'ils furent virés de la CGT, mais la question qui nous intéresse surtout, c'est de savoir ensuite, quelques années plus tard, quelle orientation ils ont défendue au sein de Force ouvrières. Et là on s'aperçoit qu'ils se sont tous alignés sur des positions réformistes, au lieu d'inscrire leur combat dans la perspective du renversement du capitalisme, au nom évidemment de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, ils ont rompu avec le combat politique au sein du syndicat, pendant que leurs dirigeants soutenaient ouvertement le plan Marshall (et l'impérialisme américain) qui avait pour objectif politique de remettre sur pied l'Etat bourgeois malmené par quatre ans de guerre et un mouvement révolutionnaire qui menaçait de le détruire, tout en menant une politique résolument anticommuniste.

Au fil du temps, ils renforceront leurs liens avec l'appareil de FO jusqu'à en devenir eux-mêmes partie prenante, votant comme un seul homme pratiquement toutes les résolutions proposées par la direction de la confédération. Dès lors que des "révolutionnaires" se voient attribués par les dirigeants d'un syndicat réformiste et anticommuniste le statut de permanent, qu'ils acceptent d'être rétribués par ce syndicat, on peut affirmer sans l'ombre d'un doute qu'ils ont cessé définitivement d'être des révolutionnaires et d'oeuvrer pour la cause du socialisme. Il suffit d'observer le parcours de ces "révolutionnaires" ou ce qu'est devenu leur parti pour en avoir une confirmation qui ne souffre aucune ambiguïté, je parle des dirigeants de l'OCI-PCI qui dirigent actuellement le POI, mais tous les militants les avaient reconnus sans avoir besoin de le préciser.

Depuis les années 70, ils ont eu à de multiples reprises la possibilité de quitter ce syndicat inféodé au capitalisme dans lequel ils contrôlent plusieurs fédérations ou unions départementales pour créer un véritable syndicat ouvrier, mais cela leur aurait demandé trop de sacrifices sur le plan personnel, pour la plupart cela aurait signifié reprendre le chemin du boulot et ils n'y tenaient pas vraiment, le statut de bureaucrate syndical était bien trop confortable pour l'abandonner pour une chimère, la révolution socialiste. Pour confirmer cette analyse, on peut évoquer rapidement l'épisode de la main mise de l'OCI sur l'Unef. Leur objectif n'avait jamais été d'en faire un syndicat étudiant révolutionnaire, mais une force d'appoint au PS contre le PCF pour faire élire Mitterrand, ce qui explique que c'est sans difficulté que Cambadélis le livra clés en main au PS en claquant la porte du PCI au milieu des années 80.

Vers la fin années 80, lorsque la restauration du capitalisme en URSS et dans ses satellites allait conduire à l'affaiblissement des partis staliniens dans le monde, il aurait été possible de quitter FO pour réinvestir en masse la CGT pour combattre sa direction.

Quant à la création du syndicat Solidaire à l'initiative de militants de la LCR ou proche de celle-ci si je ne dis pas de bêtises, il n'est qu'une copie du FO investi par l'OCI-PCI-PT-POI, un syndicat réformiste de plus.

4a- La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manœuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière.

Explication. Selon les communistes, seul le parti marxiste révolutionnaire par son haut degré de conscience politique, pour être bref, est à même de réaliser l'unité de la classe indispensable pour vaincre nos ennemis, parce qu'il est le seul à se situer sur le terrain de l'indépendance de classe face à l'Etat bourgeois et à combattre dans la perspective de l'abattre, alors que tous les autres partis ouvriers collaborent plus ou moins ouvertement avec le capitalisme et ses représentants en se camouflant derrière différents masques qui constituent autant de tendances au sein du mouvement ouvrier, ces masques ayant été fondus autrefois ou plus récemment lorsque le prolétariat en était encore à forger ses outils pour combattre efficacement la bourgeoisie (l'anarchisme) ou lors de trahisons de ces dirigeants (stalinisme) ou encore sous l'égide de lieutenants de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier pour le pourrir de l'intérieur (réformisme) ou de renégats du marxisme (trotskisme).

L'exercice qui consiste à mettre un point d'égalité entre ces différentes tendances, rejoint le même objectif que les initiateurs de la charte d'Amiens ou ceux qui aujourd'hui s'en réclament. Faire croire qu'ils pourraient exister plusieurs partis ouvriers combattant sur le même programme et poursuivant le même objectif est une aberration, un non-sens, que finalement les voies proposées par les différents partis se vaudraient, alors que seule la voie révolutionnaire permettra au prolétariat de prendre le pouvoir, il suffirait qu'ils inscrivent dans leur programme qu'ils combattent pour en finir avec la propriété privée des moyens de production et le socialisme pour en faire des partis ouvriers, pour qu'on les croit sur parole, comme si ce n'était pas l'orientation politique qu'ils défendent quotidiennement qui déterminait en grande partie leur nature sociale et leurs réelles intentions.

Le problème qu'il nous reste à résoudre demeure celui de la construction du parti révolutionnaire sans lequel il n'y aura jamais de syndicat révolutionnaire. Son absence cruelle aujourd'hui rend un peu surréaliste toute discussion sur l'indépendance des syndicats, mais elle est nécessaire pour que les militants comprennent pourquoi et comment le syndicalisme en est arrivé à un tel degré de dégénérescence. Rien n'empêche de combattre pour la rupture des syndicats avec l'Etat et le patronat, pour le refus de leur financement par l'Etat, mais vous savez que ce combat ne pourra être mené que lorsque le parti sera construit.